

Archives

Protectionnisme

mardi 25 octobre 2005

L'effondrement de Refco, premier courtier indépendant américain des marchés à terme, est un signe frappant de la gravité de la crise financière et monétaire que nous allons subir. Refco était une entreprise donnée en exemple lorsqu'elle fut introduite à la bourse de New York, le 11 août de cette année, avec le parrainage de banques « au-dessus de tout soupçon » : la Bank of America, la Deutsche Bank, le Crédit Suisse First Boston et Goldman Sachs. Deux mois plus tard, et c'est ce qui constitue l'élément le plus révélateur, Refco est devenu un nouvel Enron. Son dirigeant, Philip Bennett, s'était lancé dans une fuite en avant pour dissimuler des pertes, à l'image de Kenneth Lay (Enron), de Maurice Greenberg (AIG) ou de Bernard Ebbers (Worldcom).

Personne n'avait, en août, voulu voir la croissance effrénée - et effrayante - de la société sur les marchés à terme : ses engagements hors bilan étaient passés de 69 milliards de dollars en février 2004 à 127 milliards en février 2005 et à 150 milliards en mai. Les clients du courtier (entreprises, banques, fonds spéculatifs et fonds de pension) ont actuellement des positions évaluées à près de 5 milliards de dollars sur les marchés à terme de métaux, de produits agricoles et de bons du Trésor.

Trois choses sont caractéristiques de cette affaire. L'incapacité de Wall Street et de la Security Exchange Commission (l'organe de contrôle) à intervenir de manière préventive, les spéculations recoupant tous les domaines d'activité sans exception, et l'implication des noms les plus prestigieux.

Vous avez dit « crise systémique » ? Lyndon LaRouche et moi-même l'avons annoncé depuis de nombreuses années, et nous y sommes. C'est une grande chance à condition que nous nous ressaisissions, une grande chance pour changer de politique et de manière de penser après plus de trente ans d'erreurs et de dévoiements.

Dans l'économie réelle américaine, les compagnies aériennes tombent, Delphi est en faillite, General Motors et Ford en sont menacées. En Europe, la crise grave entre Paris et Bruxelles est une occasion à saisir.

C'est le moment de suivre une autre politique, celle que LaRouche a définie là-bas dans ses interventions sur internet et dans ses mémorandums au Sénat, et celle que je préconise en France : protéger notre société par un retour régulateur de l'Etat, des travaux publics à grande échelle, un commerce équitable et une politique sociale digne de ce nom.

Les petites politiques françaises ne sont rien auprès de cette ardente obligation. Qui ne veut le voir ou le comprendre, comme un Nicolas Baverez ou un Nicolas Sarkozy, ou préfère contempler ses nombrils, comme la gauche, se fait fatalement le complice de notre chute.
